lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 153 — SEMAINE DU 3 AU 9 AOUT 1971 PRIX : 2 F

Le monde arabe à l'heure des potences

REVUE DE PRESSE D'EXTREME GAUCHE

LE RAPPROCHEMENT SINO-AMERICAIN

L'annonce du voyage de Nixon en Chine a suscité de nombreuses réactions parmi les groupes d'extrême-gauche. En règle générale, les maoïstes de différentes tendances considèrent ce voyage comme une cuisante défaite de l'impérialisme américain. C'est le sens du communiqué envoyé à la presse par la rédaction de **La Cause du Peuple - J'accuse** et des tracts diffusés à Paris par les « Amitiés Franco-Chinoises », proches de l'ex-P.C.M.L.F. et du journal **l'Humanité Rouge.**

Par contre, pour l'ensemble des organisations trotskystes qui a souvent jugé très différemment jusqu'ici la politique et la nature même de l'Etat chinois, ce voyage a pour but de « normaliser » la situation internationale de la Chine Populaire, c'est-à-dire d'admettre la Chine de Mao dans le concert des nations (O.N.U., etc.) en échange d'engagements fermes sur le maintien du statu-quo actuel en Asie du Sud-Est.

En l'absence de **Rouge,** qui ne réapparaîtra qu'au début septembre, la Ligue Communiste a publié un communiqué déclarant notamment :

« L'impérialisme américain se tourne vers Pékin. Il cherche à obtenir l'aide de la bureaucratie chinoise pour restaurer la coexistence pacifique dans l'Asie du Sud-Est en échange de concessions diplomatiques et économiques. »

L'IDIOT INTERNATIONAL

SPECIAL-CHINE

Par le biais d'une citation de Lénine, l'éditorial du journal maoïste s'en prend aux « jeunes » qui ne comprennent pas la nécessité des compromis puis à :

... la suffisance ridicule des donneurs de leçons qui n'hésitent pas à enseigner la révolution aux camarades chinois parfois même — ô stupeur — au nom du « maoïsme » !

Dans un entrefilet intérieur, le journal regrette que :

... tous les groupes révolutionnaires et — surtout — les militants livrés à l'isolement... n'ont pas salué comme il le faudrait la grande défaite infligée par la République Populaire de Chine à l'impérialisme américain.

Tous ces passages semblent montrer que certains militants maoïstes « digèrent » mal ce qu'ils considèrent comme un changement d'orientation de la politique chinoise.

Dans un long article intitulé « L'impérialisme U.S. acculé. Une débâcle prévisible », **Gilbert Mury tente de démontrer que la politique de coexistence pacifique a toujours été une constante de la diplomatie chinoise (ce qui est vrai) mais que cette coexistence pacifique chinoise diffèrerait de celle prônée par l'U.R.S.S. et serait révolutionnaire. On se demande ce que peuvent penser d'une telle affirmation les combattants bengalis et ceylanais sacrifiés aux intérêts de la politique extérieure chinoise. Voici la conclusion de cet article :**

Les camarades qui déplorent toute forme de coexistence pacifique font, sans le vouloir, le jeu du révisionnisme. Ils accréditent la théorie pourrie selon laquelle les révolutionnaires veulent la guerre. Au lieu de montrer que la coexistence pacifique léniniste repose sur l'internationalisme prolétarien, ils laissent croire qu'il existe une seule politique de coexistence pacifique, celle-là même qui sacrifie l'internationalisme prolétarien.

Au contraire, l'initiative historique de la République Populaire de Chine libère les forces rebelles qui existent à l'intérieur des U.S.A. et contribuent puissamment au départ des forces yankee actuellement basées dans le Pacifique et en Asie du Sud-Est. Les professeurs de révolution manquée, trotskystes toujours embusqués à l'arrière-garde du mouvement révolutionnaire, feront bien de réfléchir avant de se lancer dans une nouvelle campagne de calomnies. Les masses, elles, savent que la Chine restera rouge.

INFORMATIONS OUVRIERES

N° 528 - 21-28 juillet.

Sous le titre « La contre-révolution s'organise - L'ENJEU DU VOYAGE DE NIXON A PEKIN », I.O. **note :**

Au lendemain de l'écrasement du peuple du Bengale par les hordes déchaînées de la bourgeoisie et de la féodalité pakistanaises soutenues par les dirigeants chinois, c'est l'annonce d'un accord de ce type, mais dirigé contre l'ensemble des luttes révolutionnaires menées par les travailleurs de cette région du monde, que présage le prochain voyage de Nixon à Pékin, entre le chef de file de l'impérialisme mondial et la bureaucratie chinoise.

. . . . . .

La bureaucratie chinoise a suffisamment démontré, au cours de ces dernières années, que, recherchant elle-même la stabilisation des rapports entre les classes à l'échelle de tout le Sud-Est asiatique et dans le monde, que, tout comme la bureaucratie du Kremlin, elle n'hésiterait pas à sacrifier la révolution à la politique de coexistence pacifique au moyen de laquelle elle pense pouvoir desserrer la pression que l'impérialisme exerce contre elle.

Abordant ensuite le problème de la lutte du peuple vietnamien, baptisé par I.O. **« révolution vietnamienne », le journal de l'O.C.I. écrit :**

Les plus graves dangers pèsent dès lors sur l'avenir de la révolution vietnamienne dont le sacrifice est indispensable à la « paix » que Nixon veut imposer en Indochine. Les ouvriers et les paysans du Vietnam, du Laos, du Cambodge n'ont pour seuls alliés que les travailleurs du monde entier, de Chine, d'U.R.S.S. et des pays avancés qui, par leur lutte de classe, peuvent faire échec à la Sainte Alliance contre-révolutionnaire dirigée contre eux.

COURRIER DES LECTEURS

Socialisme et autogestion

Nous avons reçu d'un lecteur une longue lettre dont nous extrayons le passage suivant :

Camarades,

Que vous ne soyez pas partisans de l'autogestion, je le comprends. Mais que vous démolissiez ce système en prenant comme exemple la Yougoslavie (voir **L.O.** n° 149), **là je ne suis plus d'accord. Vous auriez pu aussi prendre l'Algérie.**

Pourquoi ne pas parler de l'Ukraine de 1917 à 1921, avant que l'Armée Rouge ne normalise (déjà) la révolution dans ce secteur, des conseils ouvriers paysans en Espagne, de la commune de Berlin qui sont, à mon avis, de meilleurs exemples d'autogestion, c'est-à-dire de pouvoirs ouvriers.

Tito a accordé l'autogestion non par idéologie mais par calcul pour faire croire aux ouvriers que ce sont eux qui décident afin d'améliorer le rendement.

Mais, il faut être sérieux. On ne peut pas parler d'autogestion, c'est à peine de la cogestion. L'autogestion ne peut venir que de la base et non du sommet, elle ne peut être imposée par un seul homme. De plus, elle doit être économique et politique. Sans ces deux conditions, ce n'est qu'une mascarade qui n'a pour but que de mettre les travailleurs à la tâche.

Les conseils de gestion, ce sont les Soviets de la Révolution d'Octobre, avant que la bureaucratie s'en soit emparé. Toutes les tendances s'y expriment librement, et non pas une liste unique représentant le parti. Ceux qui siègent au Conseil sont désignés par la base. Une fois élus, ils sont révocables à tous moments par un vote défavorable de la base.

Ils ne peuvent exercer leur fonction plus de deux ans. Sinon, c'est la porte ouverte en permanence à une nouvelle bourgeoisie, encore plus dangereuse que l'autre, car elle cache son vrai visage sous le couvert du socialisme.

La dictature du prolétariat c'est beau. Hélas, c'est toujours le parti qui l'exerce à la place du peuple. L'autogestion supprime ce risque en permettant à tous de s'exprimer réellement, c'est la démocratie directe telle qu'elle a été pratiquée pendant la Commune de Paris...

Salutations révolutionnaires.

J.C.V. - 92 - Colombes.

Nous pensons que tu mélanges dans ta lettre un certain nombre de problèmes. Tout d'abord la conclusion de notre article était dirigée contre tous ceux qui, durant des années, ont répandu maintes idées fausses sur l'autogestion yougoslave en faisant croire que celle-ci était synonyme de « pouvoir ouvrier ». Tu sembles toi-même d'ailleurs en accord avec nous pour t'opposer à cette mystification.

Ensuite, tu prends comme exemple d'autogestion « réussie » l'Ukraine (1917-1921), l'Espagne durant la révolution et la Commune de Berlin. Mais tu affirmes par ailleurs que l'autogestion doit être à la fois économique et politique. Pour nous, ces deux affirmations sont contradictoires. Car dans les trois cas que tu cites, les conseils créés par les masses ne sont pas devenus des organes de pouvoir politique. En Ukraine, les anarchistes, et Voline le raconte fort bien dans sa « Révolution inconnue », tenaient les Soviets pour négligeables et voulaient que ceux de la zone qu'ils contrôlaient s'occupent quasi-exclusivement de gestion économique. Quant au pouvoir politique, il était en fait dans les mains de l'armée paysanne de Makhno qui, comme toutes les armées d'ailleurs, n'était sans doute pas une école de démocratie ouvrière.

En Espagne, le tableau était à peu près le même. Si les masses ouvrières et paysannes se sont emparées spontanément des terres et des usines pour les administrer, si elles ont formé spontanément des organes de pouvoir, toute la tactique de la direction C.N.T.-F.A.I. a consisté à détourner ces organes de la « politique » pour en laisser l'apanage... au gouvernement républicain bourgeois à laquelle elle participait. Et, malheureusement, pour la révolution et le peuple espagnols, cette tactique a parfaitement réussi.

Enfin, le drame des Conseils Ouvriers allemands a été justement qu'ils ne soient pas parvenus à devenir consciemment des organes de pouvoir de la classe ouvrière opposés à ceux de la République.

Nous faisons bien sûr une différence entre des organes créés par les masses, même de façon confuse, et un appareil administratif mis en place par des régimes dictatoriaux (fussent-ils un moment « populaires ») comme c'est le cas en Yougoslavie et en Algérie.

Mais ce n'est pas nous qui baptisons le tout « autogestion ». Ce sont justement la plupart des partisans de l'autogestion. C'est d'ailleurs pourquoi nous refusons ce terme. Enfin, nous sommes d'accord avec toi que les Soviets de la Révolution d'Octobre étaient la forme de pouvoir la plus démocratique non seulement pour la classe ouvrière mais aussi pour toutes les masses opprimées. Mais, pour nous, c'est ça que nous appelons la dictature du prolétariat. Car si nous sommes entièrement solidaires des bolcheviks, nous sommes néanmoins persuadés, comme eux d'ailleurs, que le régime d'un parti unique imposé à la Russie par des circonstances exceptionnelles et le passage des autres tendances socialistes du côté de la contre-révolution ne représentait certainement pas le summun de la démocratie socialiste. Enfin, nous sommes convaincus que le parti révolutionnaire aura un grand rôle à jouer après *la révolution socialiste pour lutter justement contre la bureaucratie et les autres résidus de la vieille société.*

Éditorial

Le monde arabe à l'heure des potences

L'assassin Nemeiry et ses complices

LA farce des cliques militaires se disputant le pouvoir au Soudan s'est transformée en drame sanglant. Nemeiry ne se contente pas d'éliminer les rivaux qui l'avaient, pour quelques jours, écarté du pouvoir. Il a déclenché une répression massive pour décapiter, balayer toute opposition politique et syndicale, avant tout celle représentée par le P.C. soudanais.

« Il n'y aura plus un seul communiste en liberté » **avait annoncé un des membres de la clique au pouvoir. Le P.C. est de nouveau interdit, ainsi que toutes les organisations sous son contrôle. Une véritable chasse est déclenchée contre ses membres réels ou supposés, accompagnée d'appels à la délation. Des milliers de militants sont arrêtés et envoyés en camp de concentration.**

Les exécutions sommaires succèdent (quand elles ne les précèdent pas) à des parodies de procès tellement grossières qu'elles écœurent même les observateurs satisfaits de l'élimination du P.C. soudanais.

Désarmé par une politique qui a toujours consisté à préférer l'alignement sur les cliques militaires dites progressistes à la mobilisation des masses populaires, le P.C. le plus puissant du Moyen-Orient est en train d'être détruit, sans résistance. Comme il n'y a pas si longtemps, en des circonstances semblables, en Indonésie, et, comme en Indonésie, la soldatesque déchaînée fait un véritable bain de sang de tout ce que le Soudan compte de militants ouvriers ou simplement oppositionnels.

Malgré quelques protestations, les gouvernants des autres Etats considèrent la terreur au Soudan avec l'indifférence ou le secret contentement de ceux qui en ont vu ou préparé d'autres. Nemeiry a les mains d'autant plus libres, qu'il bénéficie de la complicité tacite ou déclarée d'à peu près tout le monde.

Complicité des Etats arabes voisins qui ont soutenu le général sanguinaire dès le début de ses déboires et qui ont contribué à sa victoire. Nemeiry a d'ailleurs commencé à payer ses dettes à leur égard en laissant entendre sa prochaine entrée au sein de la Fédération regroupant l'Egypte, la Libye et la Syrie.

Complicité des puissances impérialistes qui ne sont fâchées ni de l'élimination du P.C., ni du rapprochement du Soudan vers cette Fédération qui se promet d'être un facteur de modération et d'équilibre au Moyen-Orient.

Complicité de l'U.R.S.S. qui, si elle n'a nulle raison de se réjouir du massacre des membres du P.C., hésite à rompre les ponts pour cela avec Nemeiry au détriment de son jeu diplomatique dans cette région du monde.

Complicité de la Chine, qui ne s'est même pas donné la peine de manifester sa réprobation face à la terreur.

Mais pourquoi donc tous ces régimes s'inquiéteraient-ils de la répression impitoyable qui s'abat sur le peuple soudanais ?

La conférence de Tripoli :

La question palestinienne ne fera pas oublier le Soudan

ALORS que Hussein annonçait la pendaison de militants du Fath, la conférence au sommet arabe qui vient de se terminer à Tripoli n'aura sans doute pas brillé par l'originalité. Comme chacun s'y attendait, les pays participants (Egypte, Syrie, Libye et les deux Yemen) ont adopté un texte condamnant une fois encore le roi Hussein pour sa politique d'extermination des organisations palestiniennes. Ce ne sera jamais que la dixième ou la vingtième condamnation du royaume hachémite prononcée par les régimes arabes dits « progressistes », ces mêmes régimes qui, en septembre dernier, avaient non seulement par les accords du Caire, reconnu la légitimité de Hussein mais lui avaient même accordé un répit supplémentaire qu'il utilisa à mettre la dernière main à l'élimination des fedayin.

Et les dirigeants réunis à Tripoli, après avoir cautionné toute la politique de Hussein et assisté passivement à l'assassinat des Palestiniens, se souviennent soudainement, une fois la résistance écrasée et le forfait accompli, qu'ils sont les meilleurs défenseurs de la cause palestinienne. La palme de la démagogie en la matière revient sans doute cette fois à la Libye de Khadafi qui a préconisé une intervention armée contre le royaume de Jordanie. La proposition était d'autant plus radicale que, non seulement elle n'avait aucune chance d'être adoptée par les autres pays présents mais que la position géographique de la Libye rendait toute intervention de sa part en Jordanie impossible (ce qui n'est pas le cas pour l'Egypte, et surtout pour la Syrie). Cela a permis à Khadafi d'apparaître, à bon compte, comme plus dur que les leaders égyptien et syrien. Et toute cette mascarade est destinée, une fois de plus, à exploiter les sentiments de sympathie de la population de nombreux pays arabes envers la cause palestinienne. Mais que Yasser Arafat ait jugé bon de cautionner cette mascarade et même de lui donner un semblant de légimité en y participant ne change en rien la nature de cette comédie écœurante, mais montre simplement qu'entre les peuples arabes et leurs oppresseurs, le leader du Fath se tient fermement du côté de ces derniers.

Ce qui achève d'enlever à cette conférence le caractère « anti-impérialiste » qu'elle était censée avoir, ce n'est pas tant ses décisions, qui n'auront comme d'habitude aucune portée pratique, mais le contexte dans lequel elle se tient. Il y a quelques jours, les dirigeants présents à Tripoli aidaient Nemeiry à revenir au pouvoir à Khartoum et approuvaient chaleureusement les massacres des militants du Parti communiste soudanais et des autres opposants de gauche. Ce sont ces mêmes dirigeants qui refusaient d'intervenir pour tenter de modérer l'ardeur sanguinaire du dictateur soudanais. Ce sont toujours les mêmes qui menaçaient de représailles quiconque oserait mettre en danger le nouveau régime.

Et plus que de longs discours, leur attitude dans la crise soudanaise prouve encore une fois, si besoin était, la nature profondément réactionnaire et anti-ouvrière des régimes arabes pseudo-révolutionnaires ou pseudo-progressistes.

sommaire

EN FRANCE

● **Dans les entreprises**

Page 5 :
— La manifestation du P.C.F. contre la répression au Soudan.
Page 9 :
— Citroën-Clichy : Débrayage au Contrôle Forges.
— Citroën-Javel : et la loi anti-casseurs.
— Sagem-Argenteuil : A la veille des vacances, la Direction réduit les heures et les salaires.
— C.A.F.L.-St-Etienne : Réorganisation sur le dos des travailleurs.

DANS LE MONDE

Page 4 :
— Jordanie : La fin d'un espoir.
Page 5 :
— Angleterre : Les travaillistes et le Marché Commun.

DIVERS

Pages 6-7 :
— Les congés payés ont 35 ans.
Page 8 :
— En bref.
Page 10:
— Feuilleton.
Page 11 :
— Fausse nouvelle.
Page 12 :
— De l'alcoolisme à la drogue : un même fléau engendré par la société de classes.

Lutte Ouvrière **paraîtra régulièrement durant tout l'été**

Lutte Ouvrière **continuera à paraître normalement pendant tout l'été.**

Nos amis et lecteurs pourront donc se le procurer comme d'ordinaire auprès de nos vendeurs ou chez les marchands de journaux.

Bien entendu, le nombre de pages variera en fonction de l'actualité.

Nous faisons cet effort dans le but de maintenir en permanence l'intervention des révolutionnaires dans la vie politique.

Nous comptons sur nos amis et lecteurs pour nous soutenir dans cette tâche en achetant régulièrement Lutte Ouvrière **dans cette période, y compris lorsqu'ils seront en vacances.**

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél : FLA. 37-07

Composition :
4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
75 - Paris-6e

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS 6851-10

JORDANIE :

La fin d'un espoir

AINSI, il aura fallu un peu plus d'un an au roi Hussein pour arriver à sa solution finale du problème palestinien.

C'est avec une brutalité inouïe que les troupes jordaniennes ont encerclé les camps palestiniens du nord du pays pour les réduire définitivement. La violence de la soldatesque et des Bédouins a été telle que certains fedayin ont préféré passer le Jourdain plutôt que de se faire massacrer par l'armée royale.

L'un des survivants raconte qu'il a vu les soldats jordaniens « tuer les hommes, femmes et enfants » et ajoute : « Ils étaient très cruels. Ils tuaient tous ceux qu'ils trouvaient. La population civile était aussi contre nous. »

Comment en est-on arrivé là ?

Le réveil de juin 1967

En juin 1967, la défaite des armées arabes avait démontré aux réfugiés palestiniens que leur sort ne pouvait dépendre que d'eux-mêmes. Les réfugiés vivant dans d'immenses camps de regroupement, victimes de la politique d'Israël et des Etats arabes, sont devenus des combattants.

L'occupation de la Cisjordanie par Israël et l'exode qui suivit augmentèrent encore la misère des Palestiniens regroupés sur le sol de la Jordanie. Des milliers de volontaires affluèrent alors dans les organisations de résistance.

Avant les événements de septembre 1970, les organisations palestiniennes, solidement armées, étaient devenues un Etat dans l'Etat, et le sort du trône hachémite ne semblait dépendre que du bon vouloir de ces organisations. Effectuant les tâches de police dans la capitale, les Palestiniens représentaient une force politique considérable dans le pays, et le sort du roi Hussein semblait scellé.

Un nationalisme étroit... qui favorisa Hussein

Mais la politique des organisations palestiniennes en Jordanie a été invariablement « une lutte pour la constitution d'un pouvoir national et pour l'abolition d'un pouvoir vendu, sans porter atteinte au roi ». Tant que la liberté de manœuvre était accordée aux fedayin, les organisations palestiniennes se refusaient à s'attaquer au régime et au trône jordanien.

Elles eurent d'ailleurs une attitude semblable vis-à-vis des autres dirigeants arabes. Considérant la lutte militaire contre Israël comme leur seul objectif, les organisations palestiniennes se sont refusés à « s'ingérer » dans les affaires intérieures arabes. Beaucoup de ceux qui soutenaient, à l'étranger, la lutte des Palestiniens considéraient cette attitude comme « réaliste ». Ne permettait-elle pas des avantages matériels en armes, argent et voies de communications ?

En fait, ce pseudo-réalisme n'a fait que cautionner les différents régimes arabes en place. Et en refusant de devenir la force unificatrice des masses arabes opprimées, les directions nationalistes palestiniennes laissaient leurs futurs bourreaux préparer le massacre, au mieux dans l'indifférence des populations civiles, au pire avec leur consentement tacite.

Et c'est finalement Hussein, ce roitelet tant décrié et si menacé, qui est passé victorieusement à l'offensive.

Hussein le boucher

Si le roi essuya un échec dans l'épreuve de force de juin 1970, ce ne fut que partie remise. En septembre de la même année, Hussein arriva à ses fins. La semaine sanglante à Amman fit 20.000 morts, 100.000 blessés et des centaines de milliers de sans-abris. Le mouvement palestinien était décapité.

Et si les accords du Caire conclus le 27 septembre après la semaine sanglante, entre le roi Hussein et Yasser Arafat, chef de la résistance palestinienne, se firent avec la bénédiction de Nasser, ils assuraient surtout un répit à Hussein.

Mais celui-ci ne pouvait renoncer à la liquidation par étapes de la résistance.

Et, trois mois après l'évacuation volontaire d'Amman par les fedayin en armes, Hussein a fait donner son armée sur les survivants des massacres de septembre. A partir du 13 juillet 1971, les troupes royales ont exterminé dans le nord de la Jordanie, les derniers combattants palestiniens.

Quant aux Etats arabes qui, depuis 1948, n'avaient à la bouche que des phrases sur la « solidarité sacrée avec les frères palestiniens », ils ont laissé faire Hussein sans intervenir.

Le boucher sanglant du peuple palestinien a pu raser au canon les camps de réfugiés, lancer contre eux ses Bédouins sans que les capitales arabes de Bagdad au Caire, en passant par Damas et Tripoli, ne lèvent le petit doigt.

Un fedayin se réfugie en Israël pour fuir la répression du boucher Hussein. (Ph. U.P.I.)

La politique des Etats arabes...

Pour les Etats arabes « réactionnaires » et « progressistes », l'Union Sacrée était enfin réalisée sur le dos des Palestiniens.

Mettant de côté leurs querelles intestines tous s'accordèrent sur un point : laisser faire Hussein. Seuls, en septembre 1970, quelques tanks syriens entrèrent en Jordanie pour être retirés aussitôt à la demande de l'U.R.S.S.

La vigueur même du mouvement palestinien menaçait les Etats arabes, car si le combat du mouvement palestinien ne visait qu'à libérer la Palestine, il pouvait servir de pôle d'attraction pour les masses arabes qui, toutes, avaient les yeux tournés vers lui. Il fallait supprimer par la force les organisations palestiniennes à cause de la valeur d'exemple qu'elles représentaient : l'idée que le sort des masses opprimées ne dépend que d'elles-mêmes et non pas des Etats arabes était dangereuse. La destruction de ces organisations ne pouvait se faire que par une saignée de la population palestinienne elle-même qui leur servait de réservoir d'hommes.

... et celle des grandes puissances

L'U.R.S.S. et les U.S.A. ne pouvaient qu'encourager la liquidation des Palestiniens, quand ils n'étaient pas eux-mêmes à l'origine du projet. Car l'apparition d'une force autonome palestinienne sur l'échiquier politique du Moyen-Orient risquait de provoquer quelques bouleversements dans le fragile statu-quo qui résulte de la guerre des Six jours. Et, finalement, le « plan de paix » Rogers, mis au point à Washington et approuvé par Moscou, fut le rideau de fumée derrière lequel se prépara le massacre. Ce plan, qui ne disait mot sur les droits nationaux des Arabes de Palestine, fut présenté à l'opinion mondiale comme la dernière chance de paix dans la région.

Son rejet par les Palestiniens déclencha aussitôt, à l'échelle internationale, une campagne destinée à les présenter comme des « fauteurs de guerre » qu'il fallait éliminer. C'est sur cet arrière-fond que Hussein commença sa besogne macabre.

Les leçons d'une défaite

Aujourd'hui, la résistance a été écrasée. Et les meilleurs éléments de la population qui ont échappé au massacre sont soit prisonniers, soit blessés, mais dans tous les cas, démoralisés.

Mais le problème palestinien demeure. Et tant qu'il y aura des camps de regroupement, tant qu'il y aura des hommes prêts à risquer leur vie plutôt que d'accepter la vie misérable d'un « réfugié », alors la lutte du peuple palestinien pourra renaître de ses cendres.

Les combattants palestiniens, mais aussi tous les militants révolutionnaires, doivent savoir tirer les leçons de cette tragique défaite sous peine de retomber dans les mêmes erreurs.

La première de ces leçons est que le fameux slogan, très en vogue chez les maoïstes, qui veut qu' « Israël soit l'ennemi principal et les régimes arabes des ennemis secondaires », est non seulement stupide mais criminel. Car ce sont bel et bien ces « ennemis secondaires » qui ont massacré ou laissé massacrer les Palestiniens, à tel point qu'aujourd'hui Israël peut se faire magnanime en accueillant les fedayin en fuite.

De la même eau est d'ailleurs la référence abstraite à une pseudo « *révolution arabe* » dont les Palestiniens auraient été à l'avant-garde. Cette fameuse « *révolution arabe* », dont on se réclame allègrement au Caire, à Damas, à Khartoum, à Bagdad et ailleurs, n'est finalement qu'une façade d'Union Sacrée derrière laquelle se retrouvent tous les démagogues bourgeois et petit-bourgeois du monde arabe et qui leur permet de tromper la classe ouvrière et l'ensemble des masses populaires. Mais que cette même référence soit reprise non seulement par les maoïstes mais également par des gens qui se réclament du trotskysme (Secrétariat Unifié, sections anglaise et américaine du Comité International, tendances pabliste et posadiste) prouvent que ces derniers n'ont, en matière de suivisme, et de manque de principe, rien à envier aux maoïstes.

Enfin, le fameux slogan selon lequel « *la guerre du peuple* » serait « *invincible* » a trouvé là aussi un démenti sanglant. Si les mots ont un sens, la guerre menée par les Palestiniens était une guerre populaire. Mais, selon une autre maxime célèbre, la guerre n'est jamais que la continuation de la politique par d'autres moyens. Et faute d'une politique juste, englobant non seulement les masses arabes mais s'adressant à la population israélienne dans la perspective d'une Fédération Socialiste du Moyen-Orient, faute d'une politique menée au nom de la classe ouvrière, c'est par milliers que les combattants palestiniens sont tombés.

A. MIGAULT.

La manifestation du P.C. à la République contre la répression au Soudan

(Ph. A.F.P.)

MERCREDI dernier, le P.C.F. et la C.G.T. ont organisé une manifestation place de la République contre la répression au Soudan.

Ce sont quelques milliers de personnes qui se sont rassemblées, attentives.

Les manifestants portaient des banderolles sur lesquelles on pouvait lire par exemple : « Vive le peuple soudanais, Nemeiry assassin », « Halte à la répression au Soudan », **ainsi que plusieurs portraits du leader du P.C. soudanais, Abdel Khalek Mahjoub, et des drapeaux rouges.**

Séguy intervint pour la C.G.T. et Marchais pour le P.C.F.

Séguy évoqua la vie de Chefei El Cheick, secrétaire général de la Fédération des syndicats du Soudan et vice-président de la F.S.M., qui venait d'être pendu. Ensuite, il dénonça la répression qui s'abat sur les militants de gauche soudanais. Il dénonça aussi les parodies de jugement qui avaient précédé les exécutions.

Marchais, pour sa part, fit une déclaration plus politique.

Après avoir fait l'éloge du secrétaire du P.C. soudanais, Abdel Khalek Mahjoub, pendu le matin à l'aube, Marchais dénonça surtout la campagne anti-communiste et égratigna au passage les dirigeants arabes en leur reprochant leur attitude ingrate envers l'U.R.S.S. et les militants communistes qui « ont soutenu les hommes et les organisations qui, en dehors même de leurs partis, entendaient agir pour la consolidation et l'indépendance de leur pays et la défense des intérêts des masses travailleuses ».

Ensuite, il insista sur le rôle déterminant et l'effort permanent et coûteux que consent l'U.R.S.S. aux pays arabes.

Evidemment, dans aucune des deux interventions la politique d'alliance de l'U.R.S.S. avec les pires réactionnaires n'a été critiquée.

Le P.C.F. et la C.G.T. ont organisé, à juste titre, une manifestation contre les massacres du dictateur Nemeiry qui bénéficie de la complicité des puissances occidentales et de l'impérialisme.

Il est rare de voir le P.C.F. protester aussi rapidement et violemment contre la répression qui s'abat sur les militants communistes dans les pays arabes alliés de l'U.R.S.S.

Il faut dire que les militants du P.C.F., eux, se sont sentis concernés par le sort de leurs camarades soudanais, ils ont attendu la réaction de l'U.R.S.S. et n'auraient pas compris que le P.C.F. reste muet.

En venant manifester leur solidarité, les militants communistes ont protesté d'une certaine manière contre la politique extérieure de l'U.R.S.S.

Ils n'ignorent pas que, bien souvent, les dirigeants nationalistes alliés de l'U.R.S.S. emprisonnent et massacrent des militants communistes, tout en continuant à entretenir de bonnes relations diplomatiques, économiques et militaires avec la « patrie du socialisme ».

Pierre PLUMIER.

Manifestation pour la démocratie... et démocratie

MERCREDI 28 juillet, des vendeurs de Lutte Ouvrière *se trouvaient comme toutes les semaines place de la République.*

Vers 18 heures 30, alors que la vente allait se terminer, un militant du P.C. qui arrivait pour la manifestation ordonne à nos camarades de « dégager des lieux ». Comme, évidemment, ses ordres n'ont aucun effet, il s'éloigne... pour revenir quelques instants plus tard accompagné du service d'ordre du P.C. qui, sans explications, à 10 contre un, tombe à coups de poing sur nos camarades.

Vingt minutes plus tard, les mêmes applaudissaient Georges Marchais protestant contre la chasse aux communistes au Soudan. Les manifestants qui avaient assisté à la bagarre ont quand même dû se poser des questions sur la manière dont le P.C. entend lutter contre l'arbitraire et le fascisme.

GRANDE-BRETAGNE

Les travaillistes et le Marché Commun

Les travailleurs des chantiers de La Clyde manifestent contre les licenciements. (Ph. U.P.I.)

L'HOSTILITE manifestée ces derniers temps par les travaillistes à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun a suscité bien des commentaires guoguenards aussi bien dans les milieux conservateurs que dans la presse.

Chacun faisait remarquer, en effet que la politique menée actuellement par les conservateurs en ce domaine n'était, en fin de compte, que la réalisation de celle ébauchée et mise sur les rails par les travaillistes eux-mêmes, lorsqu'ils étaient au pouvoir. Et Heath eut beau jeu, lors d'un récent débat aux Communes, de rappeler à son compère Wilson ses déclarations passées.

Si ce conflit illustre quelque chose, ce n'est pas, comme on pourrait le croire en voyant les deux tendances qui dominent la vie politique britannique s'entredéchirer à belles dents, leurs hostilité réciproque, mais bien au contraire leur convergence. Le flot de démagogie déversé par les deux camps cache le même souci de défendre les intérêts de la bourgeoisie anglaise.

Aujourd'hui, les conservateurs ont la responsabilité du pouvoir, c'est-à-dire la charge de prendre les décisions. L'opposition peut donc, à bon compte, se retremper dans un bain de jouvence. Elle a choisi de le faire en enfourchant un cheval de bataille commode, sur un terrain qui ne peut, en fin de compte, à aucun moment mettre en danger les intérêts de la bourgeoisie. Que cela oblige les travaillistes à se contredire par rapport à ce qu'ils disaient lorsqu'ils étaient au pouvoir, ils n'en ont cure ; c'est vraiment sans importance, car l'opposition n'est pas de fond, elle est de pure circonstance.

Il est remarquable de constater, à ce propos, que la résolution adoptée par le Comité national exécutif du parti travailliste est fort prudente en ce qui concerne l'avenir. Elle ne condamne pas le principe de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. Elle n'impose pas non plus à un futur gouvernement travailliste qui succèderait aux conservateurs la répudiation des décisions prises par les conservateurs, car ils veulent à tout prix garder les mains libres pour pouvoir éventuellement continuer la politique des conservateurs, et surtout ils veulent que cela se sache. N'est-ce pas là faire montre d'un sens des responsabilités hors pair, non pas vis-à-vis des travailleurs anglais, mais vis-à-vis de la bourgeoisie anglaise et de ses partenaires européens ?

De toute façon, dans le conflit qui oppose aujourd'hui Heath à son compère Wilson, ni l'un ni l'autre n'ont pris en compte les intérêts des travailleurs. Et si la politique des conservateurs se traduit par une offensive très nette contre le niveau de vie de la classe ouvrière anglaise, ce n'est là aussi que la continuation de la politique du gouvernement Wilson qui prit l'initiative du blocage des salaires. Si l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun sert de prétexte à des mesures fiscales dont les ouvriers anglais feront en premier lieu les frais, ce ne sera là qu'une occasion pour les conservateurs de pratiquer une politique déflationniste que, de toute façon, ils sont décidés à mener, comme l'illustre la décision récente de licencier la moitié des travailleurs des chantiers navals de la Clyde.

Les travailleurs anglais n'ont certes rien à attendre de l'entrée de leur pays au sein du Marché Commun, mais ils ne peuvent rien attendre non plus de ceux qui, aujourd'hui, font un cheval de bataille de l'opposition à cette entrée.

Jean-Pierre VALI.

Juillet-août 1936. La loi sur les congés payés, votée à toute vitesse par le Parlement le 21 juin précédent, sous la pression de la grève générale, entre pour la première fois en application. Et ces quinze premiers jours de congés payés seront pour les travailleurs une fête.

Ceux qui partent, les jeunes surtout, ou ceux qui ont une famille susceptible de les accueillir, vont, pour la première fois souvent, avoir l'occasion de fuir les villes, les murs noircis des usines, la grisaille des quartiers populaires, l'appartement exigu donnant sur une cour étroite, sur une cheminée. Les gares seront envahies par la foule des vacanciers profitant des premiers billets populaires de congés payés. Les routes verront défiler des cohortes de cyclistes et de tandems. Pour la première fois aussi, en cet été 1936, le camping cesse d'être la distraction de quelques naturistes pour devenir le mode de vacances de milliers de travailleurs, et les Auberges de Jeunesse voient se multiplier leurs effectifs.

Tous les travailleurs ne partent certes pas en vacances, faute de moyens, et beaucoup se contentent d'aller taquiner le goujon dans la rivière la plus proche (pas encore polluée), de jardiner, ou de refaire leurs papiers peints. Mais pour tous, pour ceux qui partent vers le soleil, l'air pur, la campagne, la mer ou la montagne, comme pour ceux qui restent dans les grandes villes, ces premières vacances permettent de rompre enfin le rythme infernal des semaines de travail, de se retrouver tout à coup avec devant eux ce grand temps libre qui pour la première fois leur appartient, et qu'ils peuvent dépenser à leur guise. Pour quinze jours, finies les cadences et les brimades, finies les humiliations quotidiennes qui font du travailleur un mineur en liberté surveillée.

Depuis l'été 1936, les travailleurs de ce pays ont vu leurs congés payés passer à trois semaines en 1956, à quatre semaines quelques années plus tard. Mais ces deux semaines supplémentaires ne peuvent absolument pas se comparer aux deux premières semaines de vacances conquises en 1936. La troisième et la quatrième semaine de congés payés furent en effet les concessions minimes que le patronat français se sentit obligé de lâcher, pour pouvoir se permettre de ne rien céder ou presque, en ce qui concerne la diminution de la durée hebdomadaire du travail et les salaires, et pour éviter l'extension des luttes ouvrières. En 1936, au contraire, les congés payés venaient couronner une série de conquêtes importantes imposées par la grève générale, et parmi lesquelles figuraient la semaine de 40 heures et des augmentations considérables ses salaires.

Et si, faute d'une direction révolutionnaire, la classe ouvrière n'avait pu, en 1936, imposer son droit à la direction de la société, si même elle en avait à peine pris conscience, elle avait au moins proclamé, et imposé, bien plus que son droit aux loisirs : son droit à la vie.

Régine VILLON.

LES CO
PAY
ON
35 A

Quatre semaines de congés payés et 45 heures de travail par semaine

AVEC leurs quatre semaines de congés payés légaux, les travailleurs de ce pays sont incontestablement des « privilégiés ». En effet, il n'y a qu'en France, à Cuba, au Nicaragua, au Pérou, en Pologne (pour les travailleurs non-manuels, car les travailleurs manuels n'ont droit qu'à douze jours) et en Suède que la loi accorde quatre semaines de congés payés.

Au Portugal, les travailleurs n'ont droit qu'à quatre jours ouvrables. Sans aller jusque-là, dans la plupart des pays développés, la moyenne des vacances légales tourne autour de quinze jours : c'est le cas pour la Belgique, l'Italie (1) et l'U.R.S.S.

Aux U.S.A., aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, il n'existe aucune loi sur les congés payés qui sont réglés par conventions collectives. La durée des vacances aux U.S.A., qui varie d'une branche d'industrie à une autre, est, de toutes façons, bien inférieure à celle des vacances françaises.

Une politique délibérée

Mais si les travailleurs ont obtenu, en France, après les deux premières semaines de congés payés arrachées de haute lutte en 1936, deux autres semaines de congés, c'est à la suite d'une politique délibérée du patronat et du gouvernement, dont Renault fut le banc d'essai, et aux dépens de bien d'autres choses.

C'est en 1955 que, par accord d'entreprise, les travailleurs de la Régie Renault bénéficièrent de la troisième semaine de congés. La Direction de la R.N.U.R. n'agissait pas ainsi par philanthropie : il fallait éviter que les travailleurs de Renault, et derrière eux, l'ensemble de la classe ouvrière française suivent les travailleurs de Saint-Nazaire en lutte. La troisième semaine de congés fut légalisée en mars 1956 par Güy Mollet : il s'agissait de faire avaler aux travailleurs français la pilule de l'intensification de la guerre en Algérie.

En décembre 1962, lors d'un renouvellement de l'accord Renault, la Direction de la Régie attribuait la quatrième semaine de congés. Ainsi était tracé par l'Etat-patron, le cadre des revendications à accepter : si les ouvriers se mettent en lutte, vous pourrez accorder la quatrième semaine de congés, disait-il aux patrons. Les patrons espéraient ainsi avoir une bonne période de répit relatif. Mais en mars 63 éclatait la grève des mineurs : de peur de voir la grève s'étendre aux autres corporations, très rapidement, la quatrième semaine allait être accordée aux grandes branches d'industrie : métallurgie, chimie, etc.

Quand l'Assemblée légalisa la quatrième semaine en mai 1969, elle était quasi-généralement appliquée, sauf dans des corporations comme les intérimaires et les gens de maison.

Si le gouvernement et le patronat ont été d'accord pour augmenter la durée des congés, c'est qu'ils avaient fait leurs comptes. Une semaine de congés supplémentaire, c'est beaucoup pour les travailleurs enchaînés à l'usine. Et pour les patrons cela ne coûte pas cher.

Quand les travailleurs de Renault obtinrent la quatrième semaine de congés, ils travaillaient 48 heures par semaine. Cette quatrième semaine correspondait à moins de 2 % d'augmentation des salaires ou à une heure de travail hebdomadaire en moins. Pour les faire retourner aux quarante heures, c'est l'équivalent de huit semaines de vacances qu'il aurait fallu leur accorder.

Le véritable problème : La durée du temps de travail

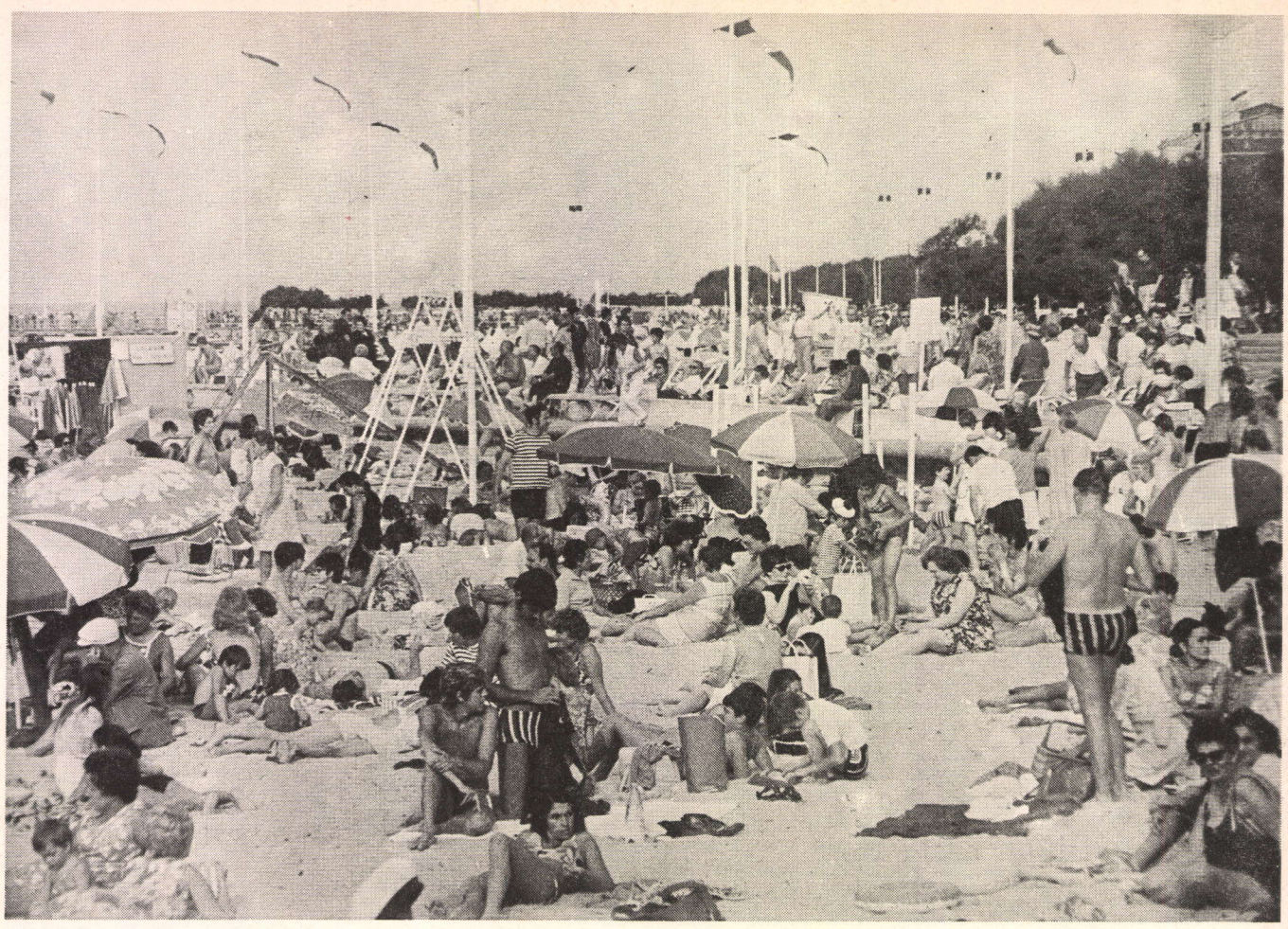
Mais si les travailleurs français ont quatre semaines de congés, ils ont droit tout le reste de l'année à une semaine de travail particulièrement longue. En avril 70, la moyenne de la durée hebdomadaire du travail était de 44,7 heures (49,7 heures pour les travailleurs du bâtiment). Nous sommes bien loin des quarante heures de 1936, et les travailleurs de l'époque, bien qu'ils n'aient eu que quinze jours de vacances, travaillaient moins au bout du compte qu'ils ne le font actuellement.

La dernière enquête de la Communauté Européenne indiquait les chiffres suivants :

Durée annuelle du travail - 1966 :
France : 2.078 heures.
Allemagne : 1.860 heures.
Italie : 1.877 heures.
Belgique : 1.908 heures.
Pays-Bas : 1.983 heures.

Les *Liaisons Sociales* qui publient ces chiffres estiment que, depuis cette date, cette durée a diminué d'environ 100 heures en France et est restée stable ailleurs. Mais cela ne permet à la France que d'être avant-dernière au lieu de dernière !

ONGES
ES
T
ANS



Augmenter les vacances ou diminuer la journée de travail ?

Les réponses risqueraient d'être partagées si l'on effectuait un sondage et il ne serait pas étonnant que bon nombre de travailleurs choisissent l'augmentation des congés. C'est si bon de n'avoir pas à aller travailler du tout, c'est si bon de s'évader totalement de l'usine. Même si ce n'est pas pour partir vraiment en vacances, car en France, un travailleur sur deux ne part pas.

Mais l'augmentation des congés ou la diminution du temps de travail n'ont pas les mêmes répercussions sur la santé des travailleurs et sur la santé des profits patronaux.

Passer une heure de moins par jour à l'usine, c'est se retrouver plus dispos, c'est éviter les accidents. Les rapports officiels le constatent. D'après les travaux de la commission de la main-d'œuvre du Plan (1969), l'allongement des congés annuels a des effets favorables moindres sur la santé et la sécurité des travailleurs que la réduction générale de la durée hebdomadaire ou journalière.

Passer une heure de moins par jour à l'usine, c'est pouvoir se distraire, se cultiver un peu plus, régulièrement tout au long de l'année. Les vacances ne permettent que de se distraire en bloc, une fois pour toute l'année, et après c'est le rythme abrutissant du métro-boulot-dodo.

En ce qui concerne les patrons, ils ont maintenant pris le pli du mois de vacances. Dans les entreprises qui ferment, ils choisissent le mois qui nuira le moins à leur production, celui où fournisseurs et clients seront en vacances. Il leur est bien plus rentable d'arrêter leur production pendant un mois d'affilée (mois pendant lequel, de toutes façons, ils n'auraient pas fait beaucoup d'affaires) et de faire tourner l'usine au maximum tout le reste de l'année, que d'accorder une réduction quotidienne de la durée du travail.

Dans les entreprises qui fonctionnent en permanence, ce sont ceux qui restent qui font le boulot de ceux qui sont en congés. Dans les banques, les compagnies d'assurance, le travail se fait avec un tiers du personnel en moins, qui n'est pas compensé par quelques auxiliaires recrutés pendant les vacances... Aux P.T.T., à la S.N.C.F., à l'Assistance Publique, les employés ont la joie de se voir attribuer comme congés février ou novembre, sans avoir évidemment les moyens de les prendre là où est alors le soleil.

Les centrales syndicales, qui se refusent à toute lutte sérieuse sur le problème de la durée du temps de travail, se sont bien sûr emparées du problème des congés. Dans bon nombre d'entreprises, elles revendiquent maintenant la cinquième semaine de congés (en hiver). Elle a d'ailleurs été obtenue dans certaines professions. Mais si tout congé est bien sûr bon à prendre, les travailleurs ne doivent pas oublier que c'est la diminution substantielle de la durée quotidienne du travail, le temps de vivre 365 jours et non pas 30, qu'il leur faut en tout premier lieu mettre en avant. En 1971, ce n'est même plus 40 heures comme en 1936, mais 35 ou 30, qu'il faudrait revendiquer.

Geneviève LAGRANGE.

---

(1) des conventions collectives peuvent être plus favorables.

Même en vacances, la société tient à rappeler qu'on ne peut dépasser certaines limites. (Ph. L.O.)

Les Congés payés dans le monde

C'EST avec la loi du 20 juin 1936 qu'intervint pour la première fois la reconnaissance légale des congés payés en France. Avec ce texte, tous les travailleurs qui totalisaient au moins six mois de présence sans interruption dans une entreprise avaient droit à un congé payé annuel de six jours ouvrables, qui était porté à douze jours pour un an de présence (soit deux semaines). Auparavant, cette revendication avait à plusieurs reprises été avancée, mais seules en bénéficiaient quelques catégories bien restreintes de travailleurs : les fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes, les travailleurs des chemins de fer notamment. En 1935, les journalistes avaient obtenu un congé de un mois par an, plus quelques jours dans certaines conditions. D'ailleurs, l'absence totale de législation des congés payés avant 36 prouvait bien que les parlementaires avaient besoin d'une certaine pression venant « d'en bas » pour faire avancer leurs travaux : un projet de loi avait bien été rédigé en 1925, mais il fallut attendre 1931 pour qu'il passe devant la Chambre des Députés, il ne fut jamais porté devant le Sénat.

Les travailleurs français ne furent pas les premiers à obtenir la consécration par la loi des congés payés. Avant eux, les travailleurs autrichiens, tchécoslovaques, cubains et brésiliens bénéficiaient déjà des congés payés au titre de la loi. D'ailleurs, dans de nombreux autres pays, des conventions collectives par branches d'industries comprenaient déjà des congés payés. C'est le cas, par exemple, pour les U.S.A., où avant la crise de 1929 un quart des salariés environ avaient droit aux congés payés, ou bien des Pays-Bas où en 1933, 85 % des conventions collectives assuraient ceux-ci.

Mais, inversement, les événements de juin 36 en France ont certainement pesé dans les décisions prises par plusieurs autres pays européens en matière de législation sociale. C'est ainsi qu'en 1937 la Hongrie, en 1938 le Danemark ont adopté des lois instaurant les congés payés. L'exemple de la Belgique est significatif : là, c'est le 8 juillet 36, c'est-à-dire moins de trois semaines après la France qu'est adoptée la loi sur les congés payés. En cette période de crise générale de l'économie capitaliste, où les chômeurs se comptaient par millions, il était plus facile pour les capitalistes de céder du terrain sur les congés payés que sur la garantie du pouvoir d'achat des travailleurs par exemple.

Ainsi, les travailleurs français n'ont pas innové en obtenant des congés payés annuels, mais il faut néanmoins souligner qu'à l'époque une durée de douze jours ouvrables était exceptionnelle. Pour les autres pays, à part les employés et quelques catégories traditionnellement privilégiées du prolétariat (ouvriers de l'imprimerie, chauffeurs de locomotives, marins, etc.), la durée moyenne du congé était de trois à six jours ouvrables, ce qui interdisait bien souvent le départ en vacances.

Par conséquent, si la loi sur les congés payés ne représentait pas en tant qu'augmentation des salaires ou diminution du temps de travail un avantage énorme (4 % environ d'augmentation ou deux heures en moins par semaine), elle plaçait cependant les travailleurs français nettement au-dessus de leurs camarades étrangers sur ce plan.

René BLIARD.

en bref... en bref... en bref...

Les profits immobiliers sont aussi très directement source de pollution

On parle de la pollution des rivières. On parle moins de la pollution des plages et rivages de la mer. Ou du moins lorsqu'on en parle on ne parle que du mazout. En réalité, il y a aussi une pollution microbienne, infiniment plus grave, d'une grande partie du littoral par les égouts.

En Italie, sept plages des alentours de Naples ont été interdites aux estivants car leur pollution mettait en danger la santé des baigneurs. Les égouts des grandes villes littorales surpeuplées en été transforment les bords de mer en gigantesque collecteurs.

Mais les plages italiennes ne sont pas les seules à connaître la pollution même si, pour l'instant, l'Italie est le seul pays à l'avouer.

Il y a deux ans, un rapport médical signalait que la plupart des plages françaises étaient dangereuses et surtout celle de la Méditerranée, celle de Nice battant le record.

Mais les hôteliers, les syndicats d'initiative et tous les promoteurs se sont empressés de faire mettre sous le boisseau ce type d'informations.

L'Atlantique n'est pas épargnée, mais les choses sont plus graves en Méditerranée. La Côte d'Azur qui, depuis des années, a vu se développer des constructions littorales anarchiques, est menacée. Les constructions immobilières en faisant augmenter considérablement le volume des eaux résiduelles directement déversées dans la mer à proximité immédiate des côtes (le plus souvent à quelques mètres et encore, pas toujours) sont la cause principale de la pollution de tout le littoral méditerranéen. Et il est probable que si la construction immobilière continue à se développer à ce rythme, dans une dizaine d'années la Côte d'Azur sera transformée en un gigantesque égout interdit à la baignade, tout comme la Marne aujourd'hui, dans laquelle pouvaient encore se baigner les Parisiens d'il y a vingt-cinq ans.

Transports en commun : à Saint-Lazare nouvel incident

Vendredi 30 juillet, en début de soirée, à la gare Saint-Lazare, un incident en ligne a interrompu le trafic sur la ligne Paris-St-Lazare-Mantes-la-Jolie via Poissy pendant de longues heures et ceci au moment où les gens rentrent chez eux, après leur travail. Après avoir attendu deux heures et plus, une annonce faite par haut-parleur (vers 20 h 30 environ) nous invita à prendre le train pour Argenteuil où un service de cars devait assurer la liaison depuis cette gare jusqu'aux stations de Houilles, La Garenne-Bezons, Sartrouville, Maisons-Laffitte... Poissy.

Le premier train, chargé des voyageurs en souffrance de la ligne Paris-Saint-Lazare-Mantes-la-Jolie, arriva donc à Argenteuil où nous eûmes la surprise et la colère de constater que les cars promis n'étaient pas arrivés. D'autres trains arrivaient et la place devant la gare se remplit de plusieurs centaines de personnes, un millier et plus. Un premier car arriva enfin, où nous nous serrâmes à qui mieux mieux, pareil pour le deuxième ; qu'il fallut attendre plus d'une demi-heure. Un responsable nous dit alors que cinq cars étaient prévus qui assureraient la rotation jusqu'à 1 heure du matin ! Cinq cars, c'était manifestement trop peu devant le nombre des voyageurs en attente, et de plus cette insuffisance nous força à remplir les cars au-delà de leur contenance habituelle en faisant courir ainsi un grave danger pour notre sécurité.

Cette carence de l'Administration est absolument scandaleuse et certains ne se sont pas gênés pour le dire tout haut. Un accident est bien sûr imprévisible, bien que la compression des effectifs du personnel d'entretien ne soit certainement pas sans rapport avec cet incident, mais ce qui était prévisible et faisable, c'était la mise en service, en nombre suffisant, de cars pour permettre aux gens de rentrer chez eux le plus rapidement possible.

Une jeune femme confiait ainsi qu'elle avait un enfant en bas âge à la maison, laissé seul, alors qu'il était déjà dix heures du soir.

Nous payons suffisamment cher pour exiger qu'après notre journée de travail, nous puissions rentrer à l'heure chez nous.

Sévices policiers à Saint-Tropez

Dans la nuit du samedi au dimanche, il y a une semaine, en plein cœur de Saint-Tropez, une jeune étudiante parisienne attend devant son hôtel un ami. Au moment où il sort, deux hommes lui sautent dessus et l'assomment à coups de crosse de pistolet.

Malfaiteurs ou gangsters ? Non, des policiers en civil qui lui passent les menottes.

Ecoutons le témoignage de cette étudiante, Mlle Elizabeth Ledren, tel qu'il a été rapporté dans France-Soir (29-7) :

« Je demande : « Que se passe-t-il ? ». Réponse : « Etes-vous avec lui ? » « Oui, je l'attendais ! » Arrivent alors deux policiers en uniforme. Je sors ma carte d'identité, ils ne la regardent même pas. Et soudain c'est une bordée d'injures : « On n'en a rien à foutre de ta carte. On t'embarque. »

« Déjà ils ont placé mon camarade inconscient dans la voiture. Je supplie l'un d'eux de m'accompagner à pied au commissariat. Nouvelles injures : « Ta gueule, salope ! »

« Ils me jettent alors littéralement à l'arrière de la voiture, sur des ridelles coupantes. Je me débats. A coups de pied, ils me forcent à rester accroupie à l'arrière. J'ai mal. Mon pantalon est déchiré de tous les côtés, ils ricanent. La voiture démarre. Mon camarade, blessé au crâne, demande qu'on lui retire son collier de cuir qui l'étouffe. Les policiers l'injurient. « Arrête ton cinéma. »

« Je supplie qu'on le conduise à l'hôpital. Ils acceptent. Arrivés devant l'hôpital, comme mon camarade a perdu conscience, les policiers le « raniment » à coups de poing dans le ventre, en présence d'une interne de service qui est obligé d'intervenir pour les faire arrêter. »

Après une telle séance de brutalités policières que trouve à dire le commissaire de police de Saint-Tropez ? « Mademoiselle Ledren n'a pas reçu de coups. Elle a seulement été chargée un peu brusquement dans un break. Quant à son ami, il est soupçonné d'être un trafiquant de drogue et comme il se rebiffait on l'a un peu malmené. »

Ainsi il suffit d'être simplement SOUPÇONNE d'être un trafiquant de drogue pour que la police s'arroge le droit de tabasser à merci. C'est parce que les policiers se sentent au-dessus de toute légalité que les flics agissent ainsi ; c'est parce qu'ils se sentent couverts par leurs supérieurs et les déclarations du gouvernement qu'ils se sentent en droit de continuer impunément leurs exactions. Et les services de la préfecture ont beau nous faire croire que les policiers sont au service du citoyen, ses défenseurs et ses protecteurs, ils représentent en fait un danger public. Leurs brutalités et leurs forfaits restent impunis car accomplis sous l'uniforme. Libres de toute obligation, incontrôlables et incontrôlés, chouchoutés par un gouvernement dont ils sont un soutien sûr, couverts de fleurs, de gratifications et de médailles, quoi d'étonnant alors si les brutalités policières deviennent monnaie courante.

Une police indépendante ?

Un journaliste, M. Loiseau, a été interpellé à son domicile le 27 juillet au matin et arrêté. Interrogé deux heures durant, il a vu son domicile perquisitionné.

Son crime ? Sa voiture a été aperçue en stationnement près des usines Citroën, six heures après la bagarre qui a opposé deux jours avant des gauchistes et des nervis de la Direction.

« Mis hors de cause, il a été relâché », dit la police. Mais que veut dire hors de cause ? Un journaliste n'a-t-il pas le droit d'être présent sur le lieu des événements ? Comment donner une information de première main sans enquêter sur place ? Mais c'est justement de cette information-là que les sbires de Marcellin ne veulent pas entendre parler, et tout est bon pour entraver le travail des journalistes.

Et, à propos de l'information : qui a relevé le numéro de la voiture pour le donner à la police, qui sont ces informateurs dignes de foi ? Renseignement bien sûr des Indépendants, des hommes de main de la Direction Citroën.

C'est quotidiennement que les travailleurs de chez Citroën subissent les brimades des Indépendants. Les cadences « maison », le travail dans le bruit et la crasse ne suffisent pas, il faut en plus supporter la hargne et le sadisme des hommes de main que la Direction qualifie d'Indépendants.

Et ce sont ces mêmes-là qui ont l'oreille de la police. Entre les nervis de la Direction et ceux du gouvernement on se comprend, à l'uniforme près. Et les services de police se préoccupent plus de faire la chasse aux gauchistes que de sévir contre ceux qui considèrent l'ouvrier comme un galérien et le traitent en conséquence.

Mais que des nervis de la Direction reçoivent une râclée bien méritée, et c'est alors le branle-bas des polices de France et de Navarre, prête à donner raison au témoignage du premier mouchard venu qui leur procurera un gibier à se mettre sous la dent.

La matraque, la quille et le photographe

Qu'un journaliste à Dijon prenne, la semaine dernière, des photos d'agents en train d'embarquer, en les matraquant durement, un groupe de jeunes soldats en train de fêter un peu trop joyeusement la « quille », et cela suffit pour qu'il se fasse interpeller et qu'on détruise les pellicules. Motif ? « Atteinte à l'honneur de la police ». Mais comment une photo pourrait-elle être une atteinte à l'honneur de la police ? Que faisaient-ils donc de déshonorant ? On est donc obligé d'en conclure qu'une simple photo de ces messieurs dans l'exercice de leur « métier » est une atteinte à leur honneur. Quel aveu spontané !

En réalité, ce n'est pas d'honneur qu'il s'agit, simplement ces matraqueurs préfèrent opérer à leur guise et sans témoins gênants. Et lorsque des témoignages existent, quoi de plus simple que de les détruire. De toute manière, l'impunité est assurée pour ces hommes du ministre de l'Intérieur.

Conditions de travail

SAGEM (Argenteuil)

A la veille des vacances, la Direction réduit les heures et les salaires

A la veille du départ en vacances, la Direction a annoncé la convocation d'un nouveau Comité central d'entreprise de toutes les usines Sagem. Et là, elle a tranquillement annoncé que, du fait des difficultés de vente des téléimprimeurs, notamment avec le principal client, le ministère des P.T.T., qui achète les deux tiers de la production, les horaires étaient diminués partout, sauf aux usines de Montluçon et passaient de 43 heures à 40. Et cela évidemment avec diminution des salaires de près de 10 %.

Dans ces conditions, ce retour immédiat aux 40 heures n'a certes pas été accueilli avec enthousiasme, même si au début les ouvriers de certains secteurs prenaient plutôt bien la chose du fait que, pour le mois de juillet, la baisse de salaire n'allait pas trop se faire sentir. Par contre, en septembre, il en ira autrement.

Cette décision n'a pas vraiment été une surprise. Depuis plusieurs mois la Direction se partageait entre des notes plutôt pessimistes adressées aux travailleurs et des bilans d'autosatisfaction aux actionnaires. Mais elle a attendu la période des vacances pour faire son mauvais coup en toute impunité.

Malgré certaines déclarations du patron, chacun pressent maintenant la menace de licenciements et de mutations nombreuses. Elles ont déjà commencé à Saint-Etienne-du-Rouvray (près de Rouen) où l'on a renvoyé des dessinateurs et des techniciens à la production. A Argenteuil et à Pontoise, ce sont pour l'instant des ingénieurs récemment embauchés qui se voient soumis à des pressions pour signer leur démission.

Dans cette ambiance, un certain nombre de chefs n'hésitent pas à faire du zèle et à multiplier les menaces d'avertissement pour les motifs les plus ridicules.

A quelques jours des vacances il est bien peu probable qu'une riposte sérieuse des travailleurs puisse s'organiser.

Quant aux syndicats, ils se sont contentés de pondre un tract dans le style : on ne méritait pas cela...

Correspondant L.O.

CITROEN-CLICHY

DÉBRAYAGE AU CONTROLE FORGES

LE nombre de travailleurs immigrés à Citroën est très grand, surtout dans les secteurs les plus sales et les plus durs. Au contrôle Forges, sur un effectif d'une trentaine d'O.S., il n'y a qu'un seul travailleur français, le délégué C.G.T.

Mais il n'empêche que tout le monde, Espagnols, Algériens, Portugais, Yougoslaves, Français s'entendent très bien, même un peu trop bien au goût de certains.

C'est à la cantine qu'a éclaté, contre les immigrés des Forges, la hargne raciste de quelques P 3, vite suivie en cela par la maîtrise.

Les O.S. de ce secteur étaient au goût de ces messieurs trop bruyants à table et avaient des jeux qui gênaient leur digestion : ils s'amusaient à faire éclater les quarts de vin en papier d'aluminium.

Bien entendu, les 3 ou 4 petits P 3 ont vite commencé à se répandre en injures et en propos racistes, appuyés par trois agents de secteur qui, pendant une semaine, sont venus surveiller la tenue des immigrés des Forges à la cantine.

Jeudi 22 juillet, la hargne raciste de tout ce joli monde était à son comble, et les injures volaient bas à la cantine. C'est alors que le délégué C.G.T. a pris la défense de ses camarades et s'est mis à répondre du tac au tac aux insultes. Furieux, les petits chefaillons sont allés chercher du renfort auprès de Bellini, grand manitou indépendant de Clichy, qui est venu à la rescousse avec s es troupes de jaunes, pour donner une bonne leçon à ce Français qui osait prendre la défense des immigrés.

En descendant l'escalier de la cantine, Bellini, surnommé la vipère, s'est mis à bousculer le délégué, à l'insulter et à le provoquer : « Alors, qu'est-ce que tu attends pour te battre », et il l'a suivi ainsi jusqu'à son atelier.

Mais là, les travailleurs immigrés décidèrent de ne pas travailler tant que Bellini restait dans les parages. Pourtant, il y avait à ce moment-là une belle brochette de chefaillons, membres de commandos et, bien sûr, indépendants, pour soutenir Bellini.

Le chef des Forges essaya un peu d'user de son autorité et ordonna au délégué de faire reprendre le travail à tout le monde. Mais personne ne voulait travailler en présence de Bellini, et celui-ci dut partir sous les huées et les sifflets des ouvriers.

Pour une fois, Bellini était tombé sur un os. Ses propos racistes et ses manœuvres avaient échoué parce qu'en face de lui les travailleurs immigrés et français se serraient les coudes.

Correspondant L.O.

CITROEN-JAVEL

ET LA LOI ANTI-CASSEURS ?

MM. Marcellin et Pleven qui se veulent si soucieux de l'ordre et de la légalité devraient bien faire un petit tour du côté de Citroën, car à Balard les casseurs s'organisent.

Depuis que la chiourme et les indépendants ont reçu une bonne dérouillée de la part des maoïstes, les commandos sont sur le pied de guerre. Lundi 19, on a même pu assister à une répétition générale de leurs manœuvres. Ce jour-là les sonneries d'alerte se sont mis à carillonner dans toute l'usine pour battre le rappel de tous les jaunes membres des commandos, et on a pu voir les casseurs courir dans tous les sens à l'intérieur de l'usine, dans une belle pagaille. Les rôles n'étaient pas au point et personne ne savait vers quelle porte se diriger. Etait-ce Balard, Leblanc, Javel ? Anxieux, les commandos tournaient en rond, tandis que les grands chefs, Ponsard et Carnavalli, chronométraient la rapidité d'intervention !

Comme quoi l'organisation du rendement à Citroën trouve des applications des plus curieuses : on chronomètre même les matraqueurs.

L'alerte passée, les rôles mis au point, la Direction s'est alors souciée de l'équipement de ses troupes. C'est ainsi que l'on a pu voir venir dans la semaine tout un stock de matraques et de casques neufs.

Personne ne peut les ignorer : ils sont entreposés, bien à l'évidence, devant la guérite du gardien à la porte du 84 Balard : une adresse à transmettre d'urgence à Marcellin qui cherche désespérément à appliquer sa loi anti-casseurs.

Correspondant L.O.

LE TRUST CREUSOT-LOIRE RENTABILISE : LES TRAVAILLEURS EN SUPPORTENT LES CONSÉQUENCES

L'USINE Creusot-Loire de Saint-Etienne, au Marais, occupe 1.500 ouvriers et 400 mensuels. C'est une entreprise de sidérurgie fine qui a pris ses dimensions actuelles au moment de la formation de la Compagnie des Forges et Ateliers de la Loire (C.A.F.L.) en 1956 qui employait à Saint-Etienne, Saint-Chamond et Firminy plus de 10.000 salariés.

Depuis 1956, l'usine du Marais à Saint-Etienne a toujours connu une activité en dents de scie : périodes de production intense avec embauche de personnel, suivies de creux avec pour conséquences, les réductions d'horaires et les compressions d'effectifs (licenciements de jeunes, des malades, de ceux que la Direction appelait élégamment les « polyaccidentés », c'est-à-dire ceux dont la Direction estimait que les arrêts de travail étaient trop fréquents).

Après Mai 1968, tous les outils ont tourné à 100 %, d'où cadences accrues, productivité à outrance, heures supplémentaires, embauchage de jeunes ouvriers, notamment dans les services entretien qui avaient été sérieusement « dégonflés » dans les périodes creuses.

Et voici qu'une nouvelle fois les travailleurs font les frais de la crise qui touche la sidérurgie. Les commandes se sont raréfiées, les premières réductions d'horaires ont commencé en mars.

Depuis le 1er juillet, le blooming, le train finisseur et le parachèvement sont à 40 heures et marchent à deux postes au lieu de trois. Des équipes sont mises « à la cour » (font de l'entretien ou du rangement). Il en résulte une amputation des salaires de l'ordre de 20 %. Les mensuels des bureaux ne sont pas épargnés et ont vu leur horaire ramené à 44 heures. Au total, 1.300 ouvriers ou mensuels sont touchés.

Actuellement, les travailleurs du Marais s'interrogent sur l'avenir de l'entreprise ou plus précisément sur leur sort dans les années à venir. Et si c'est loin d'être la panique, l'inquiétude règne.

Correspondant L.O.

NORMACEM (Lyon)

35 degrés... c'est trop patron !

A l'atelier B.M.M. (Bobinage Moteurs Moyens) de Normacem, les conditions de travail sont éprouvantes pour la majorité des ouvrières qui y travaillent.

En temps normal, le travail est pénible : mettre les enroulements dans les encoches à coups de maillet n'est pas facile. Les cadences sont rapides. De plus, après avoir placé les enroulements, les ouvrières doivent passer un vernis nauséabond qui donne des maux de tête.

Le lundi 12 juillet, la chaleur s'ajouta à la fatigue : 35° et plus dans l'atelier. La conséquence de tout cela, ce fut une véritable hécatombe : toute la journée, on a assisté à un défilé de civières transportant des ouvrières évanouies. Même par moments, le nombre de civières était insuffisant pour toutes les transporter. Les ouvriers n'avaient pas le temps de porter une ouvrière à l'infirmerie qu'il fallait qu'ils reviennent en courant pour en prendre une autre.

« Dix ans d'avance » *: c'est le slogan que Normacem avait lancé avec la fabrication du moteur Compax.* « Dix ans d'avance » *pour les profits, c'est sûr. Mais pour les conditions de travail, nous sommes 50 ans en retard.*

Correspondant L.O

VICKI BAUM

FEUILLETON

Le bois qui pleure

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, « Le bois qui pleure **» est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.**

Cette première nouvelle se déroule au Brésil. Le père Anselmus, missionnaire jésuite, est parti avec une équipe d'Indiens explorer les régions sauvages de la jungle amazonienne. Affamés, ils s'efforcent de rejoindre leur mission. Le prêtre a à ses côtés un jeune Indien, Manuel, qu'il a recueilli et qu'il a élevé. Il rêve pour son protégé d'un bel avenir : en faire un prêtre comme lui.

Mais Manuel a rencontré une jeune Africaine, Euphemia, et va s'enfuir avec elle : Père Anselmus, désespéré, se met à sa recherche, jour et nuit, pendant des semaines. Finalement, il arrive chez Euphemia...

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

— Je ne sais pas, mon Père, il était parti avec d'autres hommes dans la forêt pour leur montrer comment on récolte la gomme. Ils burent trop de caoitata, ils se battirent et c'est là qu'il fut tué, lui et un autre homme, dit-elle comme si l'idée lui en était venue après. Elle jeta un rapide coup d'œil au hamac et ajouta : Mes frères ont rapporté le hamac et le chien.

— Et vous jurez par l'enfant dans votre sein que c'est là la vérité ?

— Je le jure, je le jure, ne cherchez plus Manuel, cela est mauvais pour vous, mon Père, oubliez-le, il est mort.

— Oui, après quelque temps, je l'oublierai. Seulement la mémoire de ma race est plus tenace que la vôtre, mon enfant, dit Pater Anselmus. Il essaya de se remettre sur ses jambes ; voudraient-elles encore le porter ? Il fit solennellement le signe de la croix sur le front d'Euphemia et sur sa poitrine.

— J'aurais aimé baptiser votre enfant quand il naîtra, dit-il.

— Je vous l'apporterai, mon Père.

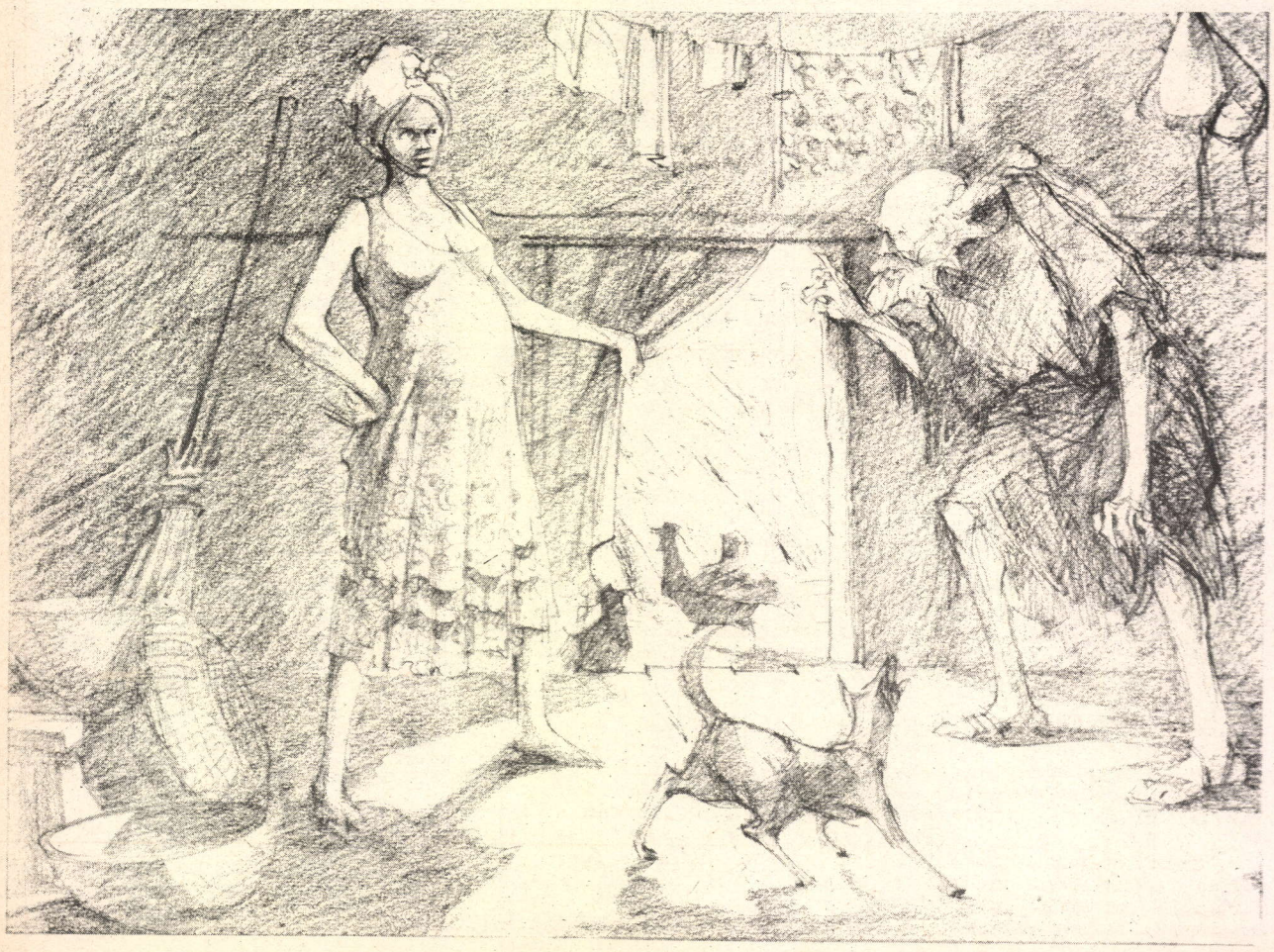
— Non, je serai parti à ce moment, je ne resterai pas à Bélem, maintenant je peux retourner au Rio Negro.

— Quel dommage, dit Euphemia, d'un ton de conversation qui sonnait horriblement léger. Donnez-moi votre bénédiction, ajouta-t-elle à la porte.

— Que Dieu vous bénisse, Euphemia, que Dieu vous bénisse, vous et votre enfant.

Elle eut pitié de lui quand elle le vit repartir accablé.

— Vous ne devriez pas vous préoccuper tant de Manuelhino, dit-elle, avec une sagesse inattendue, il n'est pas bon de s'attacher trop à un être.



— Non, il n'est pas bon de s'attacher trop, dit Pater Anselmus.

Matisi l'accompagna jusqu'au bas de la rue, aboya deux fois et retourna vers la maison. Un grand poids s'était envolé pour toujours dans son esprit et de son cœur. Manuel était mort, il avait disparu, cela n'avait plus d'importance. Un Indien de plus ou de moins, qu'était-ce ? Manuel ne s'était pas révélé différent des autres, malgré ses marques de petite vérole. Il l'avait abandonné, avait pris femme, avait trop bu et trouvé la mort dans une rixe comme beaucoup d'Indiens saouls. La nouvelle était très pénible à entendre, mais il n'y avait pas à chercher pourquoi ni à se quereller à ce propos avec Dieu. Il n'est pas bon de s'attacher trop à un être. Comprends-tu maintenant ? demandait Dieu au prêtre. Pour changer, c'était Dieu maintenant qui posait les questions, et Pater Anselmus qui devait y répondre.

— Comprends-tu à présent pourquoi je l'ai retiré de toi, toi mon serviteur stupide, querelleur à la tête dure. Comprends-tu pourquoi ?

Pater Anselmus s'arrêta au milieu de la rue, envahi et cloué par une révélation soudaine, une grande, débordante et brillante clarté.

— Oui, Seigneur, je comprends, pensait-il, et j'accepte. Je l'aimais trop, il est égoïste, criminel et défendu d'aimer autant que j'ai aimé cet Indien. Je comprends la punition et je ferai pénitence. A genoux, je fais pénitence, parce que, désormais, je suis libre, non pas de n'en aimer qu'un seul, Seigneur, mais de les aimer tous. Il est temps de secouer de mes sandales la poussière de cette Babylone et de retourner dans les pays sauvages pour faire honneur à Votre Saint Nom, Seigneur, Amen.

Euphemia attendit sur le seuil de la porte jusqu'à ce que la forme noire eut disparu et ensuite elle retourna dans la maison et appela par la porte de derrière :

— Manuel, Manuelhino, il est parti, tu peux venir à présent. Il y eut un froissement de cannes à sucre et Manuel sortit de sa cachette, dégoulinant de jus sucré et collant.

— Pouah ! quelle horreur de vieux bonhomme, ton sacré Pater Anselmus, dit Euphemia, tu aurais dû le voir renifler dans tous les coins, renifler partout,

partout, comme Matisi. Un moment, j'ai eu peur qu'il ne te découvre.

— Qu'est-ce que tu lui as dit ?

— Oh ! rien... j'ai dû mentir un petit peu ; il ne reviendra pas. Il ne te reprendra pas tant que je serai avec toi, mon Manuelhino.

— Je suis tout collant de mélasse, dit Manuel, les mains dans les cheveux.

— Ah ! vous autres Tapuyos, comme vous êtes prétentieux ! Voudrais-tu te mettre des baguettes aux oreilles comme les sauvages ? Dis-moi la vérité, dois-je mordre de petits trous dans tes lobes pour que tu puisses y enfiler de petites baguettes ?

Manuel la prit dans ses bras et la pressa contre lui. Il adorait ses petites phrases rapides, mais, incapable de vaincre sa pauvreté indienne de langage, il ne sut que lui dire :

— Toi...

— Oh, comme j'ai menti ! J'ai dit : Je jure, je jure. « Jure par l'enfant que tu portes dans ton sein », qu'il a dit. Je jure que j'ai dit, je jure, mais j'ai pas dit sur quoi je jurais et j'avais mes doigts croisés derrière le dos. Mais j'ai menti, j'ai menti pour toi, Manuel. D'ailleurs, tu me fais toujours commettre des péchés pour toi.

Elle prit subitement l'air sérieux, jouant, les yeux vagues, avec les herbes qui pendaient au cou de l'Indien, comme elle avait l'habitude de le faire. Il se laissa tomber dans son hamac, l'attira contre lui et l'y tint serrée. Elle avait encore l'air préoccupé.

— Il faudra que j'offre un cierge à Nossa Senhora de Nazaré et que je lui demande de me pardonner mon mensonge, dit-elle gravement. Ce n'était pas un gros mensonge, seulement un petit, mais si nécessaire. Tu me donneras de l'argent pour acheter un cierge ?

— Si tu achètes un cierge, je ne pourrai pas t'offrir le bracelet que tu désires, dit Manuel déjà initié à un genre de vie où l'argent est passé maître.

— Oh oui ! tu apportes du cahuchu à Senhor Turnbull et il te donnera un cierge. Ecoute, Manuelhino, crois-tu que ça peut faire du mal à l'enfant ? Je n'ai pas vraiment juré sur sa tête, mais je suis méchante, j'avais pitié pour ce vieillard. Il a béni l'enfant avant de partir, je suis très mauvaise.

— Tu es bonne, dit rapidement Manuel, tu sens bon, c'est bon de te toucher.

— Et tu sens le sucre partout, dit-elle en mordillant une mèche de ses cheveux plats et bleuâtres. Tu ne veux pas devenir prêtre, tu ne veux pas retourner avec ton vieux Pater Anselmus et devenir prêtre, n'est-ce pas ?

— Non, je ne veux pas devenir prêtre, je veux être dans mon hamac, avec toi et puis rien d'autre.

— Tu es tellement plein de sucre que le soleil pourrait bien te transformer en aguardiente. Ecoute, Manuelhino, tu peux m'acheter un cierge. Quant au bracelet, c'est très facile, tu n'as qu'à apporter beaucoup, beaucoup, beaucoup de cahuchu à Senhor Turnbull, c'est très, très simple.

FIN

Pour sourire un peu

Conseils pour devenir un bon ministre de l'Education nationale

1. — Avant toute chose, apprendre cette règle d'or : il n'est pas de meilleure réforme que celle qui ne coûte rien.

2. — Prendre en considération que tous les enseignants sont de dangereux agitateurs gauchistes en puissance. Ce n'est donc pas la peine d'augmenter leur nombre, ils font assez de mal comme ça.

3. — Ne jamais oublier que les placements immobiliers dans la construction d'écoles et de lycées ne sont franchement pas rentables. En conséquence de quoi, ne jamais omettre de consulter M. Rives-Henrys avant d'engager des dépenses inutiles.

4. — Les enfants de la Nation ne trouvent pas de place à l'école publique ? Mais que diable, qu'ils aillent à l'école de Dieu. Ne pas manquer de subventionner l'école privée, ça coûte moins cher que d'aménager l'école publique.

5. — Ne jamais oublier les principes républicains : l'école doit former les futurs citoyens. Les lycéens doivent donc être traités comme tels : s'ils contestent, ne jamais leur refuser le dialogue avec les matraques des forces de l'ordre : il n'est jamais trop tôt pour apprendre.

6. — Comme parents d'élèves, élèves et professeurs ont la regrettable manie de ne jamais être satisfaits, ne pas ménager la persuasion, et leur montrer que l'école change dans la continuité. A cet égard, lancer chaque année une réforme d'envergure qui soulèvera passions et querelles idéologiques inépuisables, mais qui ne devra rien coûter :

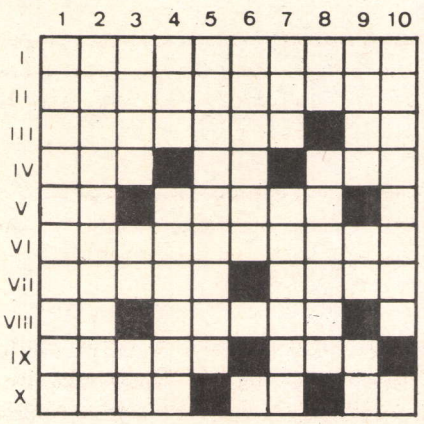
— Deux années sur trois : changer les dates de vacances et les programmes d'histoire (c'est très bon pour l'édition).

— Jusqu'à la fatidique année 1968, la troisième année était laissée, hélas, en jachère ! Mais le souffle révolutionnaire de Mai 68 aidant, Edgar Faure eut l'idée tout simplement géniale d'introduire la réforme de la NOTATION. Désormais, l'Education nationale peut pratiquer son assolement triennal de réformes : NOTATION, DATES DE VACANCES, PROGRAMMES D'HISTOIRE, puis les trois années suivantes, prendre dans l'autre sens pour revenir aux anciens systèmes. C'est inépuisable. Les différents modes de notations offrent un ultime avantage : faire reconnaître un ministre réformateur « de gauche » et un ministre réformateur « classique » :

Le premier a des faiblesses pour la poésie des lettres, le second préfère la rigueur des chiffres.

7. — Enfin, un ministre de l'Education nationale avisé doit toujours se poser en toute bonne conscience la question suivante : en dehors des notes, des programmes et des dates de vacances, quel problème peut-il donc y avoir à l'Education nationale, je vous le demande ?

H.C.



HORIZONTALEMENT. — On peut se l'accrocher. — II. Pourrait donner des leçons au boucher. — III. Fait les nègres blancs. — IV. Bon ou mauvais, c'est selon l'humeur - Note - Sans patrie. — V. Abréviation - On s'y use les rotules. — VI. Le cri peut en faire office. — VII. Greffée - Pas appris. — VIII. A la clé - En fait voir de toutes les couleurs. — IX. Partie d'une académie - Levant. — X. Régna à Ferrare - Un dur - Le meilleur.

VERTICALEMENT. — 1. Qui fait courir des risques. — 2. Qui mettent à bout. — 3. On y mène une vie de barreaux - Fait partie du culte - En fuite. — 4. Fit disparaître - Ras l'bol pour la coupe. — 5. Croquants. — 6. Se rompt souvent par maladresse. — 7. Coupé en quatre par un titi - Envoyées. — 8. Abréviation au service de Sa Majesté - Quand on y descend, on n'est pas sûr d'en sortir. — 9. Enlever - Double consonne. — 10. Résultats de bonnes mises au point.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	I	R	R	A	I	S	O	N	N	E
II	M	E	A	N	D	R	E	■	O	R
III	M	A	R	E	E	■	D	M	■	E
IV	O	L	I	V	A	I	E	S	■	■
V	B	I	S	■	L	■	M	I	E	L
VI	I	S	S	O	I	R	E	■	N	I
VII	L	E	I	■	S	H	■	E	T	E
VIII	I	■	M	■	T	U	R	N	E	S
IX	E	V	E	N	E	M	E	N	T	S
X	R	U	S	■	S	E	X	U	E	E

De l'alcoolisme à la drogue, un même fléau engendré par la société de classes

IL fut un temps où les partis ouvriers avaient à cœur de mener toute une propagande contre l'alcoolisme. Cette tâche faisait partie du programme de la social-démocratie avant la première guerre mondiale. De même, les traditions syndicalistes voulaient que l'ouvrier syndicaliste soit en la matière un exemple : un ouvrier conscient n'a pas besoin de se « réfugier dans l'alcool ». Il a besoin de sa lucidité, de toutes ses facultés pour la lutte, l'organisation et sa dignité d'homme, même exploité. L'alcoolisme, la drogue du prolétaire, a toujours été le fléau de la classe ouvrière. Il est vrai que c'est l'un des rares « plaisirs », l'un des sinistres soulagements que tolère la société d'exploitation, même si les bonnes âmes de la bourgeoisie s'en indignent avec mépris.

C'est vrai que la vie d'exploité n'est pas tolérable. C'est vrai que l'homme a besoin d'oublier ou plutôt de s'anesthésier littéralement pour accepter des conditions de vie et de travail inhumaines (il est d'ailleurs caractéristique que les travaux les plus durs sont ceux qui incitent le plus à boire pendant le travail). Mais c'est justement pourquoi le travailleur qui n'accepte pas cette exploitation et qui veut lutter pour mener une autre vie se doit de mépriser ce genre de refuges morbides et de s'élever contre toutes les drogues physiques et... morales. La bourgeoisie, par contre, n'est pas incommodée par ces fléaux. Elle en fait souvent même un monopole d'Etat très rentable. Le P.M.U., cette drogue morale si répandue, est peut-être « immorale », mais le gouvernement français n'y renoncera à aucun prix.

Aujourd'hui, les partis ouvriers et les syndicats ont depuis longtemps abandonné toute tentative de propagande contre ces fléaux. Car les partis réformistes ont toujours tendance à accepter tous les comportements les moins conscients des travailleurs. L'Humanité **ou la** Vie Ouvrière **ne sont pas gênées par leurs pages « tiercé » ou par leur publicité Ricard.**

Quant aux « gauchistes », ces notions socialistes élémentaires leur semblent évidentes... en ce qui concerne l'alcoolisme. Malheureusement, ils ont en général beaucoup plus d'indulgence en ce qui concerne la drogue proprement dite. Il faut dire que les drogues sont plus « aristocratiques » que l'alcool et que la consommation de diverses drogues, du moins les plus raffinées, tel le LSD, se rencontre surtout dans les milieux petits-bourgeois ou déclassés.

Mais la bohême bourgeoise de Baudelaire en passant par les surréalistes jusqu'à nos hippies actuels, a toujours chéri les « paradis artificiels ». Si aucune exploitation abrutissante n'y est directement en cause, le « mal du siècle », le snobisme ou le simple goût des sensations fortes d'une jeunesse sans perspectives, voire un peu révoltée contre cette triste société, suffisent.

Que de nombreux gauchistes aient aujourd'hui des faiblesses pour la drogue et que certains y trouvent même un moyen de se « libérer », ne fait que refléter leur absence de convictions et de programme révolutionnaires. Mais que des groupes révolutionnaires aient des complaisances tacites, voilées ou même militantes (!!) envers ce fléau est proprement inadmissible. C'est le cas pratiquement général aux Etats-Unis, où l'usage de la drogue est plus répandu. Quant aux groupes français, au mieux ils s'abstiennent d'en parler, ou du moins font montre d'une modestie de jugement fort surprenante en la matière.

Un socialiste, un révolutionnaire lutte pour une vie humaine, c'est-à-dire la plus consciente possible, donc la plus libre possible. La recherche de l'inconscience dans tout comportement, quel qu'il soit, est un renoncement à tout leur programme, et finalement à tout ce qui les distingue de ceux qui profitent et de ceux qui subissent sans réagir cette société.

Comme ils se doivent de lutter contre l'inconscience en général, les révolutionnaire se doivent aussi de mener, partout où ils sont, leur propagande contre l'alcoolisme, la drogue ou autres comportements de fuite morbide devant la vie.

Un ouvrier alcoolique et un petit-bourgeois drogué sont tous les deux des déchets de la société bourgeoise, le premier ayant pour excuse de n'avoir peut-être eu jamais l'alternative, et le second jouant son rôle, en solitaire, dans la symphonie de l'exploitation et de l'avilissement d'une partie de la société par l'autre.

Huguette CHEVIREAU.

Marcellin, la drogue et le profit

M. Marcellin, ministre de l'Intérieur, s'inquiète des méfaits de la drogue en France. A son avis, pour empêcher les trafiquants de répandre leurs produits, il faut deux choses : que les trafiquants soient punis de la peine de mort et que la population dénonce à la police tous les individus suspects.

On se demande vraiment à quoi servent tous ces policiers que l'on voit pourtant devant toutes les mairies, les commissariats, à presque tous les coins de rue dans certains quartiers, tapant la belote ou faisant le tiercé dans leurs cars gris ou bleus ?

A quoi servent-ils donc ? A matraquer les jeunes ? A cogner sur les ouvriers en grève ou les petits commerçants en colère ?

Probablement, puisque Marcellin se voit incapable de réprimer les trafics de drogues sans le concours de la population et la menace de la peine de mort.

Et puis préserve-t-on la population de dangers finalement plus graves en France que la drogue ? Dans un pays comme la France, il y a infiniment plus de maladies et même de décès dus à l'alcoolisme, voire au tabac, qu'à l'héroïne ou à la marijuana. L'alcoolisme qui est responsable de 80 % des maladies mentales aggrave une bonne partie des autres.

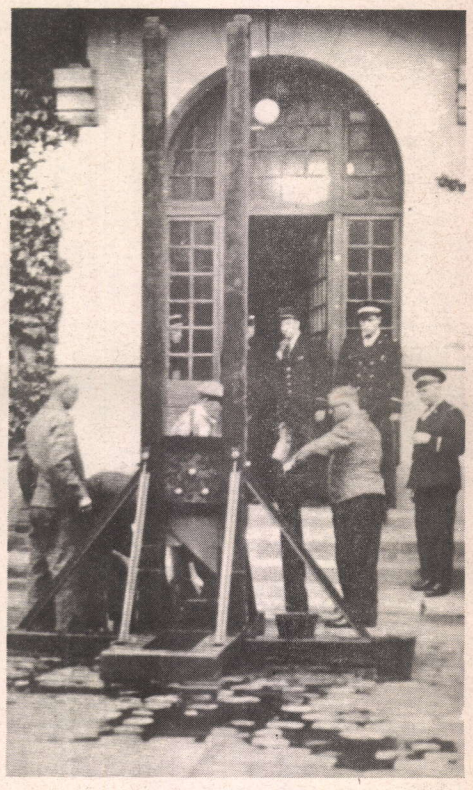
Mais les patrons de la maison Ricard ou Martini ne risquent pas la moindre peine, ni à plus forte raison la peine de mort. Pourtant ce sont eux qui poussent à la consommation abusive de l'alcool par tous les moyens que leur offre la technique moderne. Ils le font avec la bénédiction de l'Etat qui perçoit sa dîme sur chaque petit verre.

L'Etat s'est d'ailleurs attribué le monopole de la vente du tabac qui constitue un véritable pactole pour le ministère des Finances. Et les publicités pour les cigarettes « Machin » ou « Chose » s'étalent à côté de celles des apéritifs « Truc ».

Dans cette société pourrie, l'appareil d'Etat n'est pas là pour protéger la santé des citoyens, mais les profits de tous les capitalistes, même si ceux-ci les tirent de l'empoisonnement de la population.

Il est heureux que l'hypocrisie n'empoisonne pas. Celle dont Marcellin fait preuve ferait bien plus de victimes que la drogue.

André ROUSSEL.



***Marcellin** n'hésiterait pas à recourir aux procédés les plus... stupéfiants.* (Ph. U.P.I.)